



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Immeubles

Question écrite n° 59883

Texte de la question

M Jean Valleix demande à M le ministre du budget de bien vouloir lui confirmer que la faculté pour un marchand de biens de changer d'option et de replacer son acquisition sous le régime de l'article 1115 du CGI (D adm. 8-A-25, nos 5-6, du 1er juillet 1990) peut être exercée à la suite d'un changement dans la destination d'un immeuble lorsque le marchand de biens renonce à procéder aux opérations de démolition et de reconstruction qui avaient motivé son acquisition.

Texte de la réponse

Reponse. - La taxe sur la valeur ajoutée afférente à l'acquisition par un marchand de biens d'un terrain à bâtir peut être remise en cause si, lors de sa revente, celui-ci n'est pas revendu comme tel, ou, dans le cas contraire, si le sous-acqureur ne construit pas dans le délai qui lui est imparti. Le marchand de biens peut alors demander à bénéficier des dispositions de l'article 1115 du code général des impôts pour son acquisition initiale dès lors qu'il avait la qualité de marchand de biens au moment de cette acquisition et que la revente est réalisée dans les quatre ans de celle-ci. L'application de ces principes dans un cas particulier pourrait être examinée par l'administration s'il lui était fourni un dossier détaillé précisant les nom et adresse de la personne concernée ainsi que tous les éléments de l'affaire.

Données clés

Auteur : [M. Valleix Jean](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 59883

Rubrique : Plus-values : imposition

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 juillet 1992, page 3084